GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR

N°~~1~~ 164

La Fédératon Nationale des Mines et de l'Énergie (FNME-CGT) est une Fédération syndicale française affiliée à la Confédération Générale du Travail (CGT).Elle est constiutée de plusieurs secteurs d'activités : les mines, l'énergie atomique, les industries électriques et gazières (IEG), etc.

Contact :
263 rue de Paris
93516 Montreuil
FNME@FNME-CGT.FR

Le point de vue de la FNME-CGT sur la planification énergie climat soumise à la concertation

Les enjeux climatiques, la souveraineté énergétique, démontrent l'importance de la future Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, indissociable de politiques publiques fortes par un État stratège.

Pour la FNME-CGT, la PPE doit intégrer l'enseignement des rapports parlementaires, notamment celui sur la perte de souveraineté énergétique, pour sortir l'électricité et le gaz des griffes du marché, et les considérer comme un bien de première nécessité.

La suppression de tout recours aux énergies fossiles sera impossible sans une planification massive de défossilisation des usages.

Elle pose des questions sociales impactantes vu la croissance de la précarité énergétique et du pilotage de la demande et la sobriété imposée.

Le signal prix de l'Énergie a conduit à la réduction des activités industrielles et a aggravé le déclassement et la précarisation de nos concitoyens.

Pour la FNME-CGT, l'intérêt général doit prévaloir, en inscrivant la transition de notre système énergétique, en cohérence avec nos ambitions climatiques et de réindustrialisation.

Une politique publique forte conduite par un état stratège.

Des politiques publiques fortes et ambitieuses sont nécessaires pour organiser, maîtriser et anticiper un développement rigoureux de **notre industrie** et des évolutions de **l'emploi**.

La FNME-CGT déplore que les objectifs européens se focalisent sur les émissions de gaz à effet de serre, alors que la part relative de l'empreinte carbone augmente sous l'effet de l'importation des biens manufacturés, consécutive à la casse de notre industrie. La viabilité de l'industrie française établie sur le territoire national est compromise, l'exposant à la concurrence déloyale de pays utilisant une énergie fortement carbonée. .

La FNME-CGT estime nécessaire d'engager des politiques publiques de défossilisation et de changement d'usage.

Sortir l'énergie des marchés et de la concurrence est impératif compte-tenu du bilan, des effets délétères et des dérives constatés. Les prix de l'énergie ont eu un impact économique puisque beaucoup d'usagers, d'industries, de collectivités ont réduit leur consommation du fait de l'explosion des factures et des difficultés à payer les factures. Cela était une sobriété forcée et subie. Cela permettra aussi de maîtriser les tarifs d'électricité et du gaz dans un contexte où le prix de l'énergie n'est plus le reflet des coûts mais d'un marché défaillant, incontrôlable et soumis à la spéculation.

Au vu des enjeux, la **nationalisation** de l'ensemble du secteur de l'énergie, intégrant efficacité et performance énergétique, permettra de gagner en efficience.

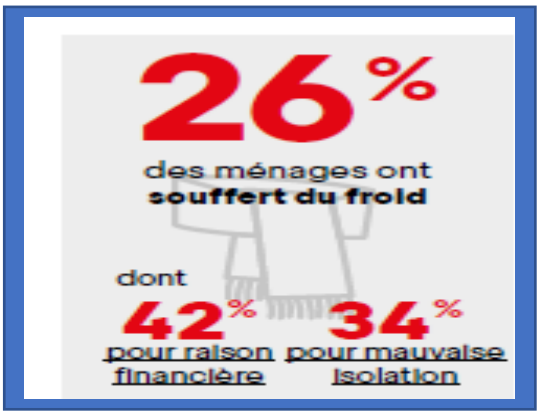
.

Une réponse aux besoins et non à une sobriété ou à l'effacement.

Le signal prix a installé durablement une réduction de consommation d'électricité et de gaz de près de 12% qui est un effet. Tout à l'inverse de politiques incitatives et redistributives à conduire afin d'engager la décarbonation de l'économie, la réindustrialisation et répondre aux besoins des ménages.

La FNME-CGT réaffirme qu'un mix énergétique complémentaire, à partir de moyens de production bas carbone et défossilisé est indispensable pour ne pas subir de situation de rupture car l'électricité et le gaz, sont des **biens de nécessité et** dont les conséquences seront préjudiciables à toute l'économie**.**

A la sobriété subie exposant les plus précaires, la FNME-CGT préfère tendre vers **la performance énergétique pour réduire des consommations énergétiques.**



Un prix de l'énergie, régulé et stable dans la durée.

La FNME-CGT s'inquiète des prévisions économiques non pas seulement d'un point de vue macro-économique, mais en évaluant précisément l'impact sur le **pouvoir d'achat des ménages**. Le coût complet du

système énergétique et de son fonctionnement doit être pris en compte dans une logique intégrée et complémentaire afin de gagner en efficience. La transition énergétique ne doit pas creuser les inégalités, mais les corriger. Le prix de l'électricité et du gaz doit sortir de l'indexation du marché et doit être le reflet des coûts de production. La FNME-CGT rappelle que le prix d'une énergie est intimement lié à son mode de financement. La garantie étatique via une structure publique est le moyen le moins onéreux de financer la Transition Énergétique.

Il convient d'anticiper l'évolution des réseaux énergétiques comme un enjeu de cohésion territoriale, en portant une attention particulière aux zones rurales et en garantissant un **accès équitable** aux nouvelles infrastructures énergétiques.

Les énergies ne s'opposent pas, mais se complètent. La réponse aux besoins doit être pensée sur des critères technico-économiques et environnementaux fiables, sans préjugés technologiques, en raisonnant en coût complet du système énergétique. En particulier l'intégration des systèmes électriques et gaziers est un facteur de **résilience** du système énergétique qu'il convient de maintenir et de renforcer.

Un mix énergétique : nécessaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement

L'ambition doit être une nation **100% défossilisée à 2050 ! L'électricité et le gaz renouvelable bas carbone sont indissociables à cet horizon 2050,** par le soutien à la conversion du système gazier tant sur la production que sur les usages**. C'est aussi le développement du captage de CO2.**

La FNME-CGT déplore le **manque d'ambition** sur les nouvelles filières de production de gaz renouvelables et bas-carbones, tant sur la production (**pyrogazéification**, **gazéification hydrothermale**, **power-to-gas**) que sur les usages (mobilité lourde **bioGNV**, **chaudière PAC hybride**, décarbonation des procédés industriels non électrifiables…).

Le système énergétique français du futur doit être un système intégré et optimisé de tous les moyens et infrastructures des filières électriques et gazières.

La FNME-CGT propose plusieurs solutions concrètes pour garantir la sécurité énergétique et réussir la décarbonation de l'économie.

D'abord, maintenir les capacités thermiques existantes via la conversion des centrales à charbon en biomasse et en développant du thermique décarboné.

Ensuite, donner de la visibilité à l'hydraulique, en prolongeant les concessions dans le giron public, ce qui permettra d'engager les travaux de rénovation des ouvrages. C'est aussi un préalable au développement des stations de pompage-turbinage (STEP), pour assurer la flexibilité nécessaire à un système énergétique de plus en plus dominé par les renouvelables intermittents, et en finir avec les obligations d'achats.

Enfin, il est impératif de prolonger l'exploitation des centrales nucléaires existantes, car dans un contexte où les nouvelles installations nucléaires prennent du

temps à être mises en service, leur contribution à l'électrification est cruciale.

Quant à la relance d'un programme nucléaire, dont la mise en service interviendra au-delà de la période de référence de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, elle aura comme autre conséquence de re-dynamiser le tissu industriel, voire le reconstruire.

Un volet social absent, disqualifiant cette PPE

La FNME-CGT exige de garantir des **conditions de travail** décentes et attractives afin de fidéliser les salariés et d'attirer de nouvelles recrues.

Pour cela, il est indispensable que tous les salariés puissent relever **d'un statut de l'énergéticien qui aurait comme socle celui des Industries Électriques et Gazières,** assurant la reconversion des agents électriciens et gaziers, tout en maintenant leurs droits. La transition écologique doit être une opportunité pour les travailleurs et non une menace avec le développement de nouvelles filières gazières (H2, CO2) et de nouvelles filières électriques (éolien mer ; solaire…).

Les propositions de la FNME-CGT

La FNME-CGT souhaite plus de cohérence entre les différentes stratégies nationales en intégrant une dimension sociale forte, où la **préservation de l'environnement** va de pair avec la réponse aux besoins des populations.

La FNME-CGT affirme que la programmation pluriannuelle doit :

- Intégrer le coût complet du système énergétique et de son fonctionnement pour maîtriser le prix de l'énergie.
- Renforcer les politiques publiques de défossilisation et de changement d'usage.
- Intégrer une stratégie et une politique industrielle avec le développement de l'ensemble des filières permettant ainsi de créer de l'emploi industriel dans le territoire.
- Éviter des politiques de rupture pour assurer la sécurité d'approvisionnement et la souveraineté énergétique.
- Faire en sorte que **les énergies ne s'opposent pas**, mais se complètent, et que la réponse aux besoins doit être pensée sur des critères technico-économiques fiables, environnementaux avec une prise en compte de l'ensemble du cycle de "vie et de production" (intégration des émissions importées, des risques, de l'amont à l'aval) sans préjugés technologiques, en raisonnant en coût complet du système énergétique.
- Mieux intégrer le captage de CO2 pour décarboner l'énergie et l'industrie.
- Faire également avec des **garanties sociales** fortes pour l'ensemble des travailleurs des filières énergétiques.
- Mettre en place des dispositifs de diagnostic précis afin d'identifier l'industrie de demain et les compétences nécessaires pour les emplois futurs et d'adapter les parcours de formation en conséquence.

Toutes ces propositions permettent d'aller vers un grand service public de l'énergie qui garantit droit d'accès, interdiction des coupures, continuité de service, sécurité des installations et de l'approvisionnement, protection de l'environnement, raccordement au réseau, etc.

Un Grand Service Public qui sort de la logique des mécanismes européens de fixation des prix avec la mise en place d'un nouveau modèle de facturation basé sur l'empilement des coûts.

Enfin les travailleurs sont les plus à même de convenir des meilleurs choix technico-économiques, sociaux et environnementaux et doivent obtenir des droits d'interventions renforcés pour peser sur les orientations stratégiques des entreprises et sur les choix de gestion.

Au regard des enjeux, aucune transformation ne sera possible sans associer ceux qui créent la richesse,

Conclusion : un grand Service Public pour répondre aux enjeux

Pour conclure, la FNME-CGT porte des propositions à travers son **programme progressiste de l'énergie**.

La FNME-CGT avec ses propositions à travers son programme progressiste de l'énergie et le tarif juste de l'électricité et du gaz permettraient de répondre aux 4 défis suivants :

1. **La création d'un grand service public de l'énergie à travers des nationalisations.**

2. **Un accès sécurisé à une énergie à un prix maîtrisé qui permet d'amorcer une boucle macro-économique vertueuse favorisant le pouvoir d'achat, le développement décarboné de l'économie et de l'industrie sur le long terme.**

3. **Le renforcement de la souveraineté et de l'indépendance énergétique de la nation.**

4. **Le financement de la hausse nécessaire de la production d'électricité et de gaz renouvelable permet d'atteindre la neutralité carbone sans alourdir la facture énergétique des usagers.**

Pour parvenir à ces ambitions, la FNME-CGT propose la création de comités d'utilisateurs au sein des Établissements Publics Industriels et Commerciaux garantissant la maîtrise publique.